



PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

Préfecture
Direction de la Coordination Interministérielle
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique

N° 44126

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE

modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral du 16 septembre 1999 modifié portant autorisation d'exploiter un stockage de produits agro-pharmaceutiques sur la commune de L'HERMITAGE

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BRETAGNE
PRÉFÈTE D'ILLE-ET-VILAINE**

VU le Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1^{er}, relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, partie législative et partie réglementaire, notamment ses articles L. 516-1, R.516-1 et R.516-2 ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU la circulaire n° 97-103 du 18 juillet 1997 relative aux garanties financières pour les installations figurant sur la liste prévue à l'article 7-1 de la loi du 19 juillet 1976 ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 septembre 1999, modifié par arrêtés complémentaires du 7 décembre 2001, 10 octobre 2002, 16 décembre 2004 et 1^{er} septembre 2005, autorisant la société DE SANGOSSE à exploiter un stockage de produits agro-pharmaceutiques sur la commune de L'HERMITAGE, ZAC de la Hautière ;

VU le courrier du 15 novembre 2018 par lequel, en application des dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'environnement, la société HYDRACHIM procède à la déclaration de changement d'exploitant et à l'évaluation du coût des opérations de surveillance et de maintien en sécurité de son installation en cas d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement et des interventions en cas d'accident ou de pollution ;

VU l'avis et les propositions de la DREAL Bretagne, chargée de l'Inspection des Installations Classées, dans son rapport du 14 janvier 2019 ;

VU le courrier du 25 janvier 2019 par lequel la société HYDRACHIM a été invitée à faire connaître ses observations sur le projet d'arrêté complémentaire qui lui a été transmis ;

VU les remarques formulées par la société HYDRACHIM sur le projet d'arrêté complémentaire par courrier électronique du 1^{er} février 2019 ;

Considérant que le stockage de produits agro-pharmaceutiques exploité par la société DE SANGOSSE, ZAC de la Hautière, sur la commune de L'HERMITAGE fait partie de la liste prévue à l'article L.515-36 du Code de l'Environnement ;

Considérant les éléments fournis à l'appui de cette déclaration justifiant des capacités techniques et financières de la société HYDRACHIM ;

Considérant la nécessité de subordonner l'autorisation de changement d'exploitant à l'obligation de constitution de garanties financières par la société HYDRACHIM, en application de l'article L.516-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que la circulaire du 18 juillet 1997 susvisée permet l'évaluation des garanties financières à constituer pour les opérations de surveillance et de maintien en sécurité des installations en cas d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement et des interventions en cas d'accident ou de pollution ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE

Article 1 - À compter du 1er mars 2019, le bénéfice de l'autorisation délivrée par l'arrêté préfectoral du 16 septembre 1999, modifié par arrêtés complémentaires du 7 décembre 2001, 10 octobre 2002, 16 décembre 2004 et 1er septembre 2005, est transféré à la société HYDRACHIM dont le siège social est situé Route de Saint Poix, sur la commune de LE PERTRE (35370), pour l'exploitation d'un entrepôt de stockage de produits agro-pharmaceutiques sur la commune de L'HERMITAGE, ZAC de la Hautière.

Tous les actes administratifs antérieurs applicables à l'exploitation de cet établissement demeurent applicables à l'établissement désormais exploité par la société HYDRACHIM.

Article 2 - Le premier alinéa de l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 septembre 1999 modifié susvisé est remplacé par la disposition suivante :

« La société HYDRACHIM, dont le siège social est situé Route de Saint Poix, sur la commune de LE PERTRE (35370), est autorisée à exploiter, sur la commune de L'HERMITAGE, ZAC de la Hautière, un entrepôt de stockage de produits agro-pharmaceutiques comprenant les activités suivantes : »

(cf. Annexe « Informations sensibles – Non communicables au public »).

Article 3 - Garanties financières

Après l'article 10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 septembre 1999 modifié susvisé, il est ajouté l'article 10 bis suivant :

« ARTICLE 10 BIS – GARANTIES FINANCIÈRES.

Article 10 bis.1 - Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 2 du présent arrêté de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge, pour les installations susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, des frais occasionnés par :

- la surveillance et le maintien en sécurité de l'installation en cas d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;
- l'intervention en cas d'accident ou de pollution.

Article 10 bis.2 - Montant des garanties financières

En application du 3° de l'article R.516-1 du Code de l'environnement, la société HYDRACHIM a l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité pour l'exploitation des installations classées visées à l'article 1 du présent arrêté.

La Société HYDRACHIM constitue, dès notification du présent arrêté, une garantie financière ayant pour but d'assurer, en cas de défaillance de sa part :

- la surveillance et le maintien en sécurité de l'installation en cas d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;
- les interventions en cas d'accident de pollution.

Le montant de cette garantie établi sur la base du dossier remis par l'exploitant est de **700 000 € (selon l'indice TP01 de Juillet 2018 : 109,8)**.

Article 10 bis.3 - Établissement des garanties financières

Dès notification du présent arrêté, avant la mise en service des installations dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution de garanties financières à hauteur du montant précisé à l'article 10bis.2 du présent arrêté. Ce document devra être établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues à l'article R.516-1 et suivants du code de l'environnement du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Une copie de ce document sera adressé simultanément à l'inspecteur des installations classées.

Article 10 bis.4 - Constitution des garanties financières

Les garanties financières exigées résulteront, au choix de l'exploitant :

- a) De l'engagement écrit d'un établissement de crédit « d'une société de financement », d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle ;
- b) D'une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations
- c) D'un fonds de garantie privé, proposé par un secteur d'activité et dont la capacité financière adéquate est définie par arrêté du ministre chargé des installations classées ; ou
- d) De l'engagement écrit, portant garantie autonome au sens de l'article 2321 du Code civil, de la personne physique, où que soit son domicile, ou de la personne morale, où que se situe son siège social, qui possède plus de la moitié du capital de l'exploitant ou qui contrôle l'exploitant au regard des critères énoncés à l'article L. 233-3 du Code de commerce. Dans ce cas, le garant doit lui-même être bénéficiaire d'un engagement écrit d'un établissement de crédit « d'une société de financement », d'une entreprise d'assurance, d'une société de caution mutuelle ou d'un fonds de garantie mentionné au d ci-dessus, ou avoir procédé à une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations.

Article 10 bis.5 - Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Toute modification des conditions d'exploitation et de stockage conduisant à une modification du coût de surveillance et de maintien en sécurité de l'installation en cas d'événement exceptionnel, ou du coût des interventions en cas d'accident de pollution devra, en parallèle à une information préalable de l'inspecteur des installations classées et sans attendre ici le terme de la période quinquennale en cours, être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Article 10 bis.6 - Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le Préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Article 10 bis.7 - Modalités de renouvellement des garanties financières et sanction

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant la constitution de garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du Code de l'environnement.

Article 10 bis.8 - Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce Code. Conformément à l'article L.171-9 du même Code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 10 bis.9 - Appel des garanties financières

Le Préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 du Code de l'environnement, après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 du même Code ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.

Lorsque les garanties financières sont constituées dans les formes prévues au e) du point I. de l'article R. 516-2, et que l'appel mentionné au 1er alinéa du présent article est demeuré infructueux, le Préfet appelle les garanties financières auprès de l'établissement de crédit, la société de financement, l'entreprise d'assurance, la société de caution mutuelle ou le fonds de garantie ou la Caisse des dépôts et consignations, garant de la personne morale ou physique mentionnée au e) susmentionné :

- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du garant personne physique ou morale mentionné au e) susmentionné ;

- soit en cas de disparition du garant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès du garant personne physique mentionné au e susmentionné ;
- soit en cas de notification de la recevabilité de la saisine de la commission de surendettement par le garant personne physique ;
- soit en cas de défaillance du garant personne physique, ou du garant personne morale résultant d'une sommation de payer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la signification de la sommation faite à celui-ci par le préfet.

Article 10 bis.10 - Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 et R. 512-46-25 à R. 512-46-27 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières. »

Article 4 - Autres dispositions

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 septembre 1999 modifié susvisé, non contraires à celles du présent arrêté, demeurent applicables.

Article 5 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Rennes :

1°- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2°- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du même Code,
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application *Télérecours citoyens* accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

Article 6 - Publicité

En vue de l'information des tiers :

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de L'HERMITAGE et pourra y être consultée.

Un extrait de l'arrêté sera affiché à la mairie de L'HERMITAGE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

L'annexe du présent arrêté n'est pas communicable. Elle est toutefois consultable dans les conditions précisées par l'instruction du Gouvernement du 6 novembre 2017 susvisée.

Article 7 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bretagne, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de la société HYDRACHIM et dont une copie sera adressée au Maire de la commune de L'HERMITAGE.

Rennes, le 06 FEV. 2019

Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général

Denis OLAGNON